

Motion du Conseil d'Administration de l'Université Joseph Fourier
(votée à l'unanimité le 19 décembre 2006)

Au moment de voter le budget initial 2007, le Conseil d'Administration de l'Université Joseph Fourier souhaite d'abord remercier et féliciter ses partenaires de l'administration (équipe présidentielle et services financiers) pour le travail énorme qu'ils ont accompli tout au long des ces 4 ans, et pour les progrès qu'ils ont fait faire à l'UJF en termes de gestion budgétaire.

Au cours des années, l'UJF a en particulier travaillé à chercher une plus grande sincérité en matière budgétaire, à resserrer sa gestion en utilisant des indicateurs et des modes de calculs des dotations standardisés, et à réduire un fonds de roulement considéré comme trop important (et donc politiquement dangereux, le gouvernement risquant d'arguer de ce fait pour ne pas augmenter nos ressources). Ce dernier point fut relativement aisé eu égard à l'ampleur des besoins financiers pour notre politique immobilière (Contrat de Plan Etat-Région)... Arrivé au bout de cet exercice, nous nous rendons compte que, malgré tous les efforts accomplis par tous, malgré notre espoir chaque année repoussé d'un an d'arriver à proposer un budget sans impasse, le budget de l'UJF sera, encore une fois, déficitaire : les dépenses de fonctionnement risquent de dépasser les recettes d'environ 1 million d'euros !

Ce déficit récurrent, nous avons longtemps cru pouvoir l'imputer exclusivement à nos projets immobiliers ou à un certain laxisme financier. Aujourd'hui, nous devons nous résoudre à cette constatation : nous ne pouvons plus réduire nos dépenses sans remettre en cause notre fonctionnement de base, et pourtant, nous n'avons pas les moyens nécessaires pour assumer ce minimum minimorum. Pire, selon nos services financiers, le fonds de roulement a tellement diminué que, si nous continuons à puiser dedans pour combler l'impasse budgétaire, **l'UJF sera bientôt en cessation de paiement.**

Cette situation catastrophique, nous le savons tous, est le résultat d'un seul phénomène : le refus de l'Etat d'assumer ses responsabilités envers ses universités. Les prix du pétrole augmentent, les coûts patrimoniaux augmentent (qu'il s'agisse de la mise aux normes ou de la rénovation de certains bâtiments ou des coûts de fonctionnement de nouveaux bâtiments utilisateurs d'installations de haute technologie), le déficit en IATOSS ne diminue pas, et la DGF (dotation globale de fonctionnement) stagne ! Alors que les universités françaises consacrent une somme par étudiant déjà

inférieure à la moyenne de l'OCDE (ne parlons même pas des "grandes nations"), l'Etat fait le choix de la paupérisation, voire de la tiers-mondisation de ses universités. Aujourd'hui, faute d'un véritable soutien institutionnel, et alors qu'elle est considérée comme une université nantie, l'UJF n'a plus les moyens de redresser la barre financièrement, et elle risque donc de sombrer !

Ce budget est encore très imprécis, car l'Etat n'a également pas tenu ses engagements en termes de délais dans le cadre de la négociation du contrat quadriennal d'établissement. Aussi ne faut-il le considérer que comme ce qu'il est, une esquisse (les vraies décisions politiques devant être remises aux futures décisions budgétaires modificatives).

Le CA qui vient d'être élu tient à dénoncer, encore et toujours, l'incurie de nos responsables politiques nationaux (car nous n'osons imaginer qu'il s'agirait là d'une volonté délibérée de détruire nos universités).